

Les prédécesseurs libéraux de M. Pearson, MM. Mackenzie King et Louis St-Laurent, ont compris le danger politique que constituait le choix d'un

Or, monsieur l'Orateur, cela va être le choix personnel de tout le monde, apparemment, à moins que les Canadiens n'aient l'occasion d'indiquer leur choix véritable. On nous dit que nous devons l'adopter, sinon on tiendra non seulement un plébiscite sur le modèle à feuilles d'érable, mais aussi un plébiscite sur le choix d'un gouvernement pour notre pays. Et même à cette date tardive, si le premier ministre peut encore faire preuve de sagesse, je dirai qu'il ne devrait pas confier cette décision à la population du Canada à l'heure actuelle. (*Applaudissements*) Que disent les journaux du pays? Apparemment, le premier ministre devient plus parcimonieux, quant aux journaux et aux journalistes, qu'il ne l'était lorsqu'il était chef de l'opposition, car, sauf erreur, huit journalistes seulement avaient été invités à cette petite réunion, et soigneusement triés sur le volet. Je les connais tous; il sont très aimables. Mais, si je ne me trompe, il y a 120 journalistes à la tribune des courriéristes parlementaires qui, à mon sens, devraient être un peu offusqués de n'avoir pas reçu d'invitation.

Une voix: Y compris une jeune journaliste.

M. Coates: Oui, une jeune personne, d'ailleurs fort jolie. Si le premier ministre avait fait preuve de sagacité, il l'aurait invitée. Si j'avais été premier ministre, j'aurais sûrement veillé à ce que cette jeune dame y soit. Toutefois, comme le premier ministre est tellement minutieux dans son choix de journalistes, il pourrait l'être aussi dans le choix des journaux qu'il lit maintenant. En conservant cette pensée à l'esprit, monsieur l'Orateur, j'aimerais consigner au compte rendu l'opinion de quelques rédacteurs de journaux canadiens, afin que le premier ministre puisse prendre connaissance de leurs propositions et de la façon dont ils considèrent son attitude autoritaire au sujet de son fanion personnel. Voici ce que disait le *Daily Gleaner* du 27 mai 1964:

La seule façon logique dont le gouvernement de M. Pearson pourrait se tirer de l'impasse où il se trouve présentement au sujet du drapeau, ce serait de soumettre le pavillon rouge et le drapeau aux feuilles d'érable à un référendum national, le modèle préféré devenant automatiquement le drapeau du Canada.

Nous nous rendons à l'autre extrémité du pays et nous constatons que la *Province* de Vancouver publiait ce qui suit. L'article était coiffé du titre suivant: «M. Pearson s'expose à un suicide politique».

L'article se termine ainsi:

Les prédécesseurs libéraux de M. Pearson, MM. Mackenzie King et Louis St-Laurent, ont compris le danger politique que constituait le choix d'un

nouveau drapeau canadien. Ils savaient qu'une telle initiative ferait plus de tort que de bien à l'unité nationale et ils ont évité d'être mêlés à une controverse sur le drapeau.

Or, M. Pearson force tête première dans ce guépier.

Le gagnant du prix Nobel de la paix est en lice pour un autre honneur—celui d'allumer le plus grave conflit racial dans toute l'histoire de notre pays.

Il n'est pas beaucoup d'unité nationale dans cet éditorial, monsieur l'Orateur. Quant à mon bon ami de Bonavista-Twillingate, je vais donner lecture d'un extrait du *Daily News* de Saint-Jean (Terre-Neuve) qui dit ceci:

En fait, on pourrait imaginer qu'il serait préférable, à première vue, de sonder l'opinion populaire par voie de référendum. Et il ne faudrait envisager un changement que s'il ressort de ce référendum que la majorité des citoyens favorisent l'adoption d'un nouvel emblème.

Notez-le bien, monsieur le ministre des Transports (M. Pickersgill).

Une voix: Il n'est pas là!

M. Coates: Voici ce que disait le *Guardian*, de Charlottetown:

Il y a bon nombre de gens, au Canada, qui veulent peut-être garder l'ancien drapeau. Mais nous ne voulons pas de nouvelles élections générales en ce moment. Le problème qui se poserait alors les mettrait devant une alternative pénible. Il serait possible de l'éviter en recourant à un plébiscite national, permettant ainsi au pays dans son ensemble de faire librement son choix. Mais M. Pearson n'en veut pas.

J'en arrive maintenant au *Telegram*, de Toronto. Je mentionnerai que si ce journal a toujours énergiquement appuyé le parti conservateur, je me souviens qu'il n'y a pas très longtemps encore, il approuvait tout aussi énergiquement le parti libéral. Voici ce qui figure dans un de ces éditoriaux, intitulé *Statesmanship* (l'Art de la politique):

Il est fort probable que l'opposition des progressistes conservateurs proposera, au projet de loi de M. Pearson sur le drapeau, un amendement pour demander un plébiscite. M. Andrew Brewin, membre du NPD de Toronto-Greenwood, a exprimé l'avis que la plupart de ses collègues se prononceraient dans ce sens. M. Arnold Peters, député du NPD de Timiskaming, et le néo-démocrate Barry Mather de Colombie-Britannique ont donné du poids à cette supposition.

Je me demande s'ils se sont entretenus de cette question avec leur chef et s'ils l'ont convaincu qu'il devrait appuyer cet amendement. Voici ce qu'on a dit dans un autre numéro du *Telegram* de Toronto:

D'après le *Telegram*, le premier ministre a été tout à fait imprudent de rejeter la tenue d'un plébiscite sur la question. Par ce moyen seul, la population pourrait exprimer librement et clairement son choix.